

Réflexions au départ du cas belge

Jean-François Husson



CENTRE DE
RECHERCHE EN
ACTION PUBLIQUE,
INTÉGRATION ET
GOUVERNANCE



1. Cadre institutionnel



Niveau * : pouvoir fiscal	« Avant »	« Après »	Remarques
Communes*	2739 (1831)	589 (>1976)	Fusion obligatoire 1976 + 1 CPAS /commune
Zones de police	Gendarmerie Polices communales	196	Police intégrée à 2 niveaux
Zones secours	Serv. incendie comm. Intercomm. Liège	32	
Intercommunales	> 229	+/- 150	Nombre se réduit.
Provinces*	9 (1831)	10 (1994)	Suite départements. Scission Brabant
Agglomération*	0	1 (1976)	Projets de 5 agglos. Uniquement Brux.
Communautés	3 (CF, VG, DG) La CF et la VG sont compétentes sur le territoire de la région de Bruxelles.		« Fusion » (Fl.) Transferts (CF->RW RW->DG) CF-> «Fédération WB»
Régions*	2 (1980)	3	Statut de RBC Projets 4 Régions
Etat fédéral*	Pas « fédéral »	1	Rév. Constitution 1993

2. Finances publiques : aperçu global

Sous-secteur Administrations publiques (SEC)	% dépenses primaires	% recettes fisc. avant transfert budgétaires	Débats / enjeux
Etat fédéral	21,4	55,9	Dettes; vieillissement
Sécurité sociale	43,7	30,6	Coût du travail; pensions; régionalisation / communautarisation ?
Communautés & Régions	21,3	6,9	Péréquation, prise en compte des besoins, autonomie fiscale, pilotage macro-budgét.
Pouvoirs locaux	13,6	6,6	Rationalisation structures (provinces ?), adéquation missions, cohérence PP (fisc.), péréquation horizontale

Données : R. Savage, SPF Finances, colloque CIF, 2010

Diagramme illustrant la répartition des dépenses primaires :

- Etat fédéral : 21,4%
- Sécurité sociale : 43,7%
- Communautés & Régions : 21,3%
- Pouvoirs locaux : 13,6%

Annotations du diagramme :

- 35% englobe les dépenses primaires des Communautés & Régions et des Pouvoirs locaux.
- 80% englobe les dépenses primaires de l'Etat fédéral, de la Sécurité sociale, et des Pouvoirs locaux.

▶ 3

3. Les enjeux



▶ Au niveau des structures locales

- ▶ comment garantir un financement correspondant aux missions/dépenses transférées ?
- ▶ comment gérer l'évolution des dotations générales dans un environnement d'austérité budgétaire ?
- ▶ comment éviter des effets pervers dans les mécanismes de financement (déresponsabilisation, fiscalité,...) ?
- ▶ comment orienter la fiscalité locale pour soutenir l'activité économique et un développement territorial harmonieux tout en préservant le niveau de recettes ?
- ▶ comment associer les pouvoirs locaux au pilotage macro-budgétaire (et quelle responsabilisation) ?
- ▶ comment éviter un impact négatif sur les investissements ?
- ▶ **quelle rationalisation des structures intermédiaires ?**

▶ 4

3. Les enjeux – financement des PL

Recettes	% recettes totales	Remarques
Transferts Communautés et Régions	39,3%	Fonds des communes / FSAS / F. des provinces Transferts spécifiques (enseignement, ...) Subsides investissements
Transferts Etat fédéral	10,3%	Sécurité Aspect spécifique Bruxelles (mainmorte,...)
Fiscalité	36,4%	Communes et provinces : additionnels (80%) et fiscalité propre
Autres recettes	14,0%	Recettes intercommunales d'énergie Dividendes Dexia Ventes de bois Autres recettes patrimoniales

Données : R. Savage, SPF
Finances, colloque CIF, 2010

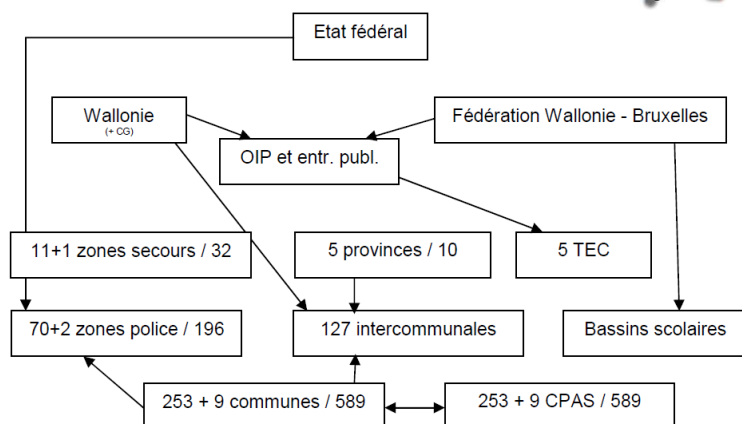
▶ 5

3. Les enjeux – au niveau des PL

- ▶ Articulation avec politiques économiques et fiscales régionales
- ▶ Impact des dépenses sociales
- ▶ Moyens vs nouvelles tâches / missions / dépenses transférées
- ▶ Péréquation horizontale (Fonds des communes)
- ▶ Recherche nouvelles recettes
- ▶ Impact du pilotage macro-budgétaire (périmètre SEC95)
- ▶ Objectivation des subsides d'investissements

▶ 6

4. Le cas de la Wallonie Aperçu schématique



▶ 7

4. Le cas de la Wallonie Les intercommunales



- ▶ Plusieurs formes juridiques possibles : SA, SCRL, ASBL
- ▶ Participations communales, provinciales, régionales, privé
- ▶ Organisation sur base territoriale ou par métier.
- ▶ Secteur : expansion économique, déchets, environnement et/ou eau, financement, gaz-électricité-télédistribution, médico-social (incendie)
- ▶ 127 actives, dont 112 basées en Wallonie -> arriver à 56 avec maintien des services à la population
- ▶ Objectifs des réformes du GW :
 - ▶ transparence et la participation
 - ▶ la représentation démocratique et la problématique des mandats
 - ▶ l'optimisation des principes de gestion et le fonctionnement des organes
 - ▶ la simplification administrative
 - ▶ le personnel (garantir l'emploi / promouvoir la mobilité)

▶ 8

4. Le cas de la Wallonie

Les enjeux – niveau supracommunal

- ▶ **Provinces**
 - ▶ Rôles variables (cf. enseignement, ...)
 - ▶ Réductions des compétences
 - ▶ **Remise en cause**
- ▶ **Intercommunales**
 - ▶ Outils techniques ? Par métier ou sur base territoriale ?
 - ▶ **Rationalisation (/2 en RVV) ? Gouvernance ?**
- ▶ **Territorialisation**
 - ▶ Politiques sociales, scolaires, culturelles,...
 - ▶ Transports en commun,...
 - ▶ **Rationalisation ?**

- ▶ **Vers des Communautés urbaines ou de communes ?**
 - ▶ Concerner, arrêter, coordonner mise en œuvre stratégie de développement économique, social, environnemental et culturel du territoire
 - ▶ Organe délibérant et comité stratégique
 - ▶ Financement par contrat de territoires, dotation compl. Fonds des communes, subventions communales, voire affectation part de la fiscalité mais PAS de pouvoir fiscal propre (harmonisation ? mutualisation ?).



▶ 9

5. Conclusions générales



- ▶ **Moment important en termes de réformes institutionnelles en Belgique**
 - ▶ Au niveau fédéral
 - ▶ Impact au niveau infrarégional (vers la fin de la lasagne institutionnelle ?)
- ▶ **Réaffirmation de l'importance de la coopération supralocale**
 - ▶ Territoires pertinents / gouvernance / financement
 - ▶ Remise en cause des provinces
- ▶ **En termes financiers**
 - ▶ Associer les pouvoirs locaux aux mécanismes de concertation / pilotage macro-budgétaires
 - ▶ Promouvoir l'efficacité / l'efficience, notamment sur base d'indicateurs pertinents

▶ 10

6. Conclusion personnelle



▶ **Renforcer l'efficacité du secteur public, en le rationalisant, pas en le cassant**

- ▶ Eviter les doublons : institutions, investissements, dépenses, ...
 - ▶ Ex. rationalisation des structures économiques, bassins scolaires, ...
- ▶ Cibler/programmer les investissements en fonction d'une évaluation de leurs besoins et de leur apport
 - ▶ Ex. plan Marshall (et 2. vert), droits de tirage pour investissements, ...
- ▶ Développer des indicateurs objectifs et pertinents pour l'attribution des moyens et mettre en œuvre une véritable évaluation des politiques
 - ▶ Ex. plan Marshall (et 2. vert)
- ▶ Développer des partenariats sur une base pragmatique
 - ▶ Activités économiques, enseignement, services aux personnes, ...

▶ 11